

L'avenir souverainiste de PKP

Maintenant qu'il n'est plus chef du PQ, Pierre Karl Péladeau pourrait financer directement l'Institut de recherche sur la souveraineté.

26 mai. 2016 - par Alec Castonguay et Louis Lacroix



(Photo: G. Hughes/La Presse Canadienne)

«Bienvenue dans la maison de nos enfants!» Dans les beaux jours de sa vie de couple avec Péladeau, Julie Snyder accueillait souvent ses invités avec cette boutade dans leur grande demeure d'Outremont. Les murs étaient tapissés des dessins de Thomas et de Romy, en plus des jouets qui jonchaient le sol de la salle à manger et du salon. Aujourd'hui, alors que le couple est en instance de divorce, c'est toujours la maison des enfants. Les ex-conjoints se partagent la garde sur place, quittant l'endroit à tour de rôle.

« Pierre Karl peut, avec l'Institut de recherche sur les indépendances nationales, rester une voix forte et contribuer comme nul autre militant auparavant à faire avancer notre grand projet. »

C'est lorsqu'il a croisé Julie Snyder le samedi soir 30 avril, au moment où il prenait la relève auprès des enfants, que Pierre Karl Péladeau a déclenché le compte à rebours d'une réflexion qui a mené à sa démission deux jours plus tard. La tension sur la garde des enfants était déjà vive depuis plusieurs semaines, mais cette prise de bec a été particulièrement âpre, racontent des proches du couple : l'horaire d'un chef politique étant difficile à concilier avec une présence régulière auprès de jeunes enfants, la perspective que PKP ne puisse profiter d'une garde partagée a été sérieusement évoquée. «Il a "freaké". Il a eu peur de perdre la garde de ses enfants», affirme un ami de Péladeau.

Le lendemain, avant même la diffusion de l'entrevue avec Julie Snyder à l'émission *Tout le monde en parle*, sa décision était prise. Le lundi, dans une conférence téléphonique avec ses députés, 15 minutes avant l'annonce de sa démission, il n'a

prononcé que quelques phrases : «J'ai eu une enfance difficile, un père absent ; je veux réussir ma famille», leur a-t-il dit.

Pierre Karl Péladeau envisage de consacrer les prochaines semaines à la médiation familiale en cours avec Julie Snyder, avant de prendre une décision sur son avenir professionnel. Il a promis de rester un militant péquiste. «Je pense qu'il pourrait être utile le temps venu, mais ce n'est pas à nous de lui dire quoi faire», affirme le président du PQ, Raymond Archambault.

Certains de ses proches le voient retourner à la barre de Québecor, mais il pourrait aussi consacrer une partie de son énergie à la naissance de son Institut de recherche sur l'autodétermination des peuples et les indépendances nationales (IRAI).

«Ça lui donne beaucoup plus de liberté pour nous aider, nous soutenir et, qui sait, même venir y travailler», déclare le président de l'IRAI et ancien député Daniel Turp, qui s'est entretenu avec Péladeau après sa démission. «Il croit que l'Institut a toujours sa raison d'être et qu'il mérite de prendre de l'élan.»

Les premiers travaux de l'IRAI, cet automne, porteront sur les questions économiques, affirme Turp, et Péladeau pourrait y participer, dit-il. «Je ne serais pas du tout surpris que ce soit cette dimension qui l'intéresse.»

Maintenant qu'il n'est plus chef du PQ, Péladeau pourrait financer directement l'IRAI, sans susciter la méfiance du Directeur général des élections. «Toutes ces questions d'assujettissement à la loi électorale ne sont plus des enjeux. C'est un citoyen qui a le droit de faire des dons», dit Turp, qui confirme avoir déjà reçu un prêt de Péladeau pour lancer les activités de l'Institut, sans toutefois en dévoiler la somme. Les dons de PKP pourraient donc servir à rembourser son propre prêt! dit Daniel Turp. «On a en lui quelqu'un de très généreux, qui croit beaucoup en cet organisme.»

Le député Jean-François Lisée estime que cette voie est prometteuse. «Pierre Karl peut, avec l'Institut, rester une voix forte et contribuer comme nul autre militant auparavant à faire avancer notre grand projet. Il pourrait ainsi devenir le père de famille, non élu, le plus influent de notre histoire politique», dit-il.

En coulisse, les dirigeants du parti évoquent une forte présence de PKP advenant un référendum sur la souveraineté, avec un possible titre de négociateur en chef avec le Canada anglais. D'autres souhaitent qu'il s'implique bien avant, en prononçant des discours ou en s'attaquant à la rédaction d'un livre blanc sur l'indépendance. «On doit profiter de sa crédibilité économique», dit un stratège péquiste.

DEPUIS 20 ANS, L'APPUI AU PQ EST EN DÉCLIN. IL EST PASSÉ DE 45 % AUX ÉLECTIONS DE 1994 À 25 % EN 2014.

